

REPORTAGE

Recensement général de la population:

• **Décompte de Chinois à Akreuch, banlieue Est de Rabat**

• **Immersion auprès d'une communauté nigériane de Douar Doum**

RECENSER un Chinois, un subsaharien ou encore un SDF... Un exercice difficile pour les équipes du Haut commissariat au plan (HCP), mais l'échange est parfois plein de surprises. Une équipe de L'Economiste a accompagné pendant une journée des recenseurs chargés des communautés étrangères à Rabat.

C'est d'ailleurs l'une des nouveautés de l'opération 2014 dans un Maroc, de plus en plus terre d'accueil de ressortissants étrangers de toutes origines, donc obligatoirement recensables eux aussi. L'enjeu étant d'établir la cartographie la plus complète possible du pays, mais surtout de ses habitants.

La journée démarre à Douar Doum (relevant de Youssoufia). Un quartier pauvre et surpeuplé de la capitale, et qui connaît une forte concentration de migrants subsahariens dont une grande majorité originaire du Nigeria. Douar Doum fait aussi partie de ce que beaucoup de Rbatis appellent les favelas de la capitale avec les quartiers de Djbel Raïssi, Douar Lguerâa... Ce surnom est attribué à la forte ressemblance de ses zones avec les tristement célèbres quartiers brésiliens, caractérisés par une sur-construc-

tion en pente, des myriades de ruelles en dédales, des services publics aux abonnés absents ou encore une promiscuité et une pauvreté qui saute aux yeux. Ici une grande partie des recenseurs vivent dans le quartier ou sont épaulés par des Moqaddems. Des agents qui leur servent de guide dans un labyrinthe méconnu. La géographie et les reliefs ne sont pas les seuls obstacles pour les recenseurs. Une fois sur place, les enquêteurs doivent surmonter la barrière de la langue vu que les ressortissants nigériens sont exclusivement anglophones. Premier arrêt, dans un minuscule appartement de 30 m² où s'entassent 3 familles. Le 1er chef de famille est assez accueillant et coopère pleinement avec les enquêteurs. Ce trentenaire et père d'un enfant de moins de 3 ans, né au Maroc, montre aigri son diplôme d'électricité-auto. «Je veux travailler, mais personne ne veut de moi et mon diplôme ne sert pas à grand-chose», confie Steve, l'air désabusé. En revanche, c'est une toute autre histoire avec le 2e chef de famille qui se montre méfiant. Evasif, à la moindre question, il essaie de se dérober. A la question de savoir son niveau de scolarité, il rétorque: «Vous posez trop de questions et demandez beaucoup de détails, je ne vois pas en quoi cela pourrait vous servir. Vous ne feriez pas partie des services d'immigration par hasard?» s'écrie ce chef de famille à chaque question posée par les enquêteurs. La première chose qui frappe à Douar Doum, c'est la méfiance des migrants envers les recenseurs. Du coup, et pour pouvoir poursuivre l'échange, ces



John est de loin le migrant nigérian qui s'est montré le plus coopératif avec les recenseurs. Pour lui, le processus de régularisation est déconnecté de la réalité (Ph. Bziouat)



Un appartement exigu de 30 m² abrite 3 familles nigériennes dont les enfants sont tous nés au Maroc, mais qui sont écartés du système scolaire à cause de leur statut de clandestins (Ph. Bziouat)

derniers se voient obligés d'expliquer le pourquoi des questions sur le niveau scolaire ou encore la source de leurs revenus. «Recueillir des informations dans ce genre de foyers est un exercice difficile. Les gens tiquent à chaque question. Il faut les rassurer à chaque fois sur l'anonymat du processus», explique un jeune recenseur. Interrogé sur la raison d'une telle méfiance, l'un des migrants confie que les pouvoirs publics appliquent le système de deux poids deux mesures dès qu'il s'agit d'immigrés. «C'est surtout le cas de la police qui ignore systématiquement les plaintes pour agression envers notre communauté, même quand on leur communique les noms et adresses des agresseurs. Et puis peu d'entre nous sont en règle... du coup, beaucoup s'imaginent que ce recensement est une astuce pour établir des listes d'expulsion». Ce ressenti contre les pouvoirs publics (la police en premier lieu) revient comme une rengaine à chaque entrevue. En déambulant dans les ruelles de ce quartier insalubre, il est fréquent de rencontrer des subsahariens victimes d'agressions, avec des pansements au bras ou au visage et répétant

Une journée avec des migrants

tous le même mot, lorsqu'on les interroge sur leurs blessures, ils rétorquent : «Bandits». Autre fait marquant, presque tous les foyers de migrants comptent des enfants en bas âges tous nés au Maroc, selon leurs parents. «Sans carte de séjour, nous ne pouvons pas les inscrire à l'école. La grande majorité est prise en charge par l'ONG Caritas, qui leur prodigue des cours de français, d'anglais et d'arabe», déclare un migrant sous couvert de l'anonymat. John, un autre ressortissant nigérian, la quarantaine, interpelle les recenseurs par rapport aux modalités pour obtenir une carte de séjour. «Expliquez-moi, je veux régulariser ma situation, mais on me demande de fournir un contrat de bail alors que la location se fait par accord verbal. Personne ne signe de documents même pas les Marocains. Comment voulez-vous que je fasse?» Gênés, les enquêteurs se contentent de dire qu'ils n'ont aucun pouvoir et qu'ils ne sont là que pour le recensement.

Dans ce quartier, ce recensement des subsahariens suscite des sentiments mitigés chez les habitants. Là où certains s'écrient : «Pourquoi vous les recensez, ils ne sont même pas Marocains!» Ou encore : «Les aides doivent aller aux Marocains, nous sommes prioritaires»... D'autres encouragent les recenseurs sans une pointe d'ironie: «Ce sont des



Le chantier de construction du pont suspendu d'Akreuch connu sous le nom de «la Route des Chinois». Un ouvrage qui fait partie du projet de contournement de l'autoroute, dont la particularité est d'abriter un petit Chinatown en pleine campagne (Ph. Bziouat)

Doum, les recenseurs devaient constamment expliquer leur mission face aux multiples questions: «Vous allez raser le quartier ? Que vont-ils nous donner ? Aurons-nous droit à un logement?...» Autant de questions qui renseignent tant sur

un tiers de construction du pont suspendu à Akreuch. Un ouvrage qui fait partie du projet de contournement de l'autoroute de Rabat. Un marché concédé au groupement chinois Covic-Mbec. La particularité de ce site est qu'il abrite



Il aura fallu de longues négociations pour que les recenseurs puissent interroger quelques ouvriers Chinois (Ph. Bziouat)

gens bien, ils ne dérangent personne et maintenant le Roi leur a offert la nationalité». Le constat est clair: le gros de la population à Douar Doum ne comprend pas l'objectif du recensement. A Douar

les attentes, les espoirs que les décalages de ces populations.

L'après-midi, c'est le changement total du décor. Cap sur un baraquement de Chinois. Nous sommes dans le chan-

tier de construction du pont suspendu à Akreuch. Un ouvrage qui fait partie du projet de contournement de l'autoroute de Rabat. Un marché concédé au groupement chinois Covic-Mbec. La particularité de ce site est qu'il abrite une communauté d'ouvriers chinois qui vivent sur place. C'est simple d'y accéder, il suffit de demander aux riverains la direction de «Trik chinwa», traduction littérale: «la Route des Chinois». Une fois sur place, c'est une tout autre atmosphère. Les ressortissants chinois sont moins coopératifs que les subsahariens. Ces ouvriers low cost sont flanqués d'interprètes aux méthodes rappelant les fameux commissaires politiques. «Nous n'avons pu parler à personne pour le moment, les responsables se sont contentés de nous remettre la liste des ouvriers vivant sur

place», explique un recenseur. Les enquêteurs ne seront pas au bout de leurs peines: «On pensait recenser un maximum de 80 personnes, mais à la réception

des listes d'employés il s'est avéré qu'il y en a plus de 100. Il est fort probable que ce chiffre soit revu à la hausse», déclare le superviseur des recenseurs dépêchés sur place. Parler aux ouvriers s'avère assez compliqué. Peu d'entre eux parlent une autre langue que le mandarin et seuls les interprètes sont habilités à communiquer avec les Marocains. Ce petit Chinatown perdu en pleine campagne est composé d'ouvriers, de techniciens et d'ingénieurs dont la moyenne d'âge oscille entre 22 et 56 ans. Certains d'entre eux résident dans ce camp de base depuis 4 ans maintenant. Il aura fallu d'assez longues négociations avec les interprètes qui eux-mêmes devaient rendre compte toutes les 2 minutes à leurs supérieurs, pour que les recenseurs puissent interroger 3 salariés vivant sur place.

Très intimidées quoique amusées par la situation, les personnes choisies ne répondaient à chaque question des recenseurs qu'après avoir eu l'approbation du regard de l'interprète supervisant l'échange. L'atmosphère ne se détend que lorsque les enquêteurs s'intéresseront à l'état de santé des personnes vivant sur place. Curieusement, cette question déclenche un fou rire chez les Chinois. «Ils trouvent que vous avez un drôle de recensement au Maroc», explique un interprète l'air amusé. □

Amine ATER



Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com